**Claude Jorda**

**Réunion Publique la Ciotat**

Mesdames, Messieurs, che-res ami-es,

Bonjour à tous et merci de nous recevoir ici à la Ciotat dans ce lieu symbolique qu’est le cercle de la Renaissance. Merci à Karim d’avoir initié cette rencontre.

Nous nous sommes engagés, lors de la campagne des départementales ne 2015, de faire de la démocratie le fil rouge de notre mandat.

Après notre élection les 5 élu-es du groupe Communistes et Partenaires avons décidé de mettre en place des Conseils de cantons sur notre territoire et d’organiser dans l’ensemble du département des réunions publiques.

Nous tenons la première ici, ce soir, à la Ciotat. La Ciotat, ville emblème des chantiers navals, ville de luttes pour garder son patrimoine industriel. Luttes menées par un large rassemblement : salariés, citoyens, syndicalistes, et élu-es communistes.

Notre conception de la démocratie de proximité est bien loin des grandes messes organisées dans le cadre des Etats Généraux de Provence organisé par madame Vassal. Cela ne pouvait nous convenir. On est loin d’y avoir donné la parole et construit avec tous !

vous informer des discussions, des décisions que la nouvelle majorité prends, et regarder avec vous comment travailler pour infléchir les choix des politiques départementales.

C’est l’enjeu des rencontres que nous menons comme celle d’aujourd’hui !

C’est aussi, dans ce cadre, que nous avons mis en place des cahiers de doléances et d’intervention citoyenne et des journaux de canton. Nous avons également décidé de créer un site et une page Facebook pour rendre compte de notre mandat.

Le fil rouge du mandat que nous avons choisi : la **démocratie.**

Cette question au-delà du fait que j’y sois particulièrement attaché et qu’elle traverse l’ensemble de nos champs d’intervention mérite que nous nous y attardions.

D’abord parce que pour y arriver nous avons besoin de vous ! Ensuite, parce que nous constatons au quotidien et c’est trop souvent que les citoyens ont du mal à prendre toute leur place dans les décisions qui sont prises, donc dans ce qui va être leurs vies de tous les jours. Pourtant dès qu’on leur demande leurs avis mais surtout lorsque nous construisons des propositions ensemble alors cela devient efficient.

Les mouvements sociaux contre la Loi Travail en sont un bel exemple ! Le gouvernement qui n’accepte pas l’ampleur que prennent ces luttes, y va du 49.3 à l’interdiction des manifestations en s’appuyant sur l’Etat d’urgence. Les citoyens qui revendiquent deviennent des terroristes !

Au début de mon propos, je disais que cette question traversait l’ensemble de nos champs d’intervention. Après moi, Gérard Frau interviendra sur le budget du Département.

Vous verrez qu’au quotidien cette institution intervient sur chaque moment de notre vie. Les choix qui sont actés auront donc des conséquences sur nos vies mais aussi sur la démocratie. Baisser les subventions aux associations c’est donner moins de moyens aux acteurs qui par leurs engagements, leurs bénévolats, participent au vivre ensemble donc à la démocratie ! Mais c’est aussi moins de moyens pour l’emploi

La concertation concourt à une action publique transparente et efficace, en

visant à traduire en projets et politiques publiques les besoins de la population.

Pour que cet objectif devienne une pratique ordinaire, parfaitement intégrée à notre mode de gestion, nous devons construire les propositions qui doivent être celles qui vont nous permettre d’y arriver. C’est le sens des Conseils de Cantons et Réunion publique que nous mettons en place.

Par exemple, avec la mise en place de la Métropole et de la Loi NOTRe le Département devient chef de file de la mise en place du Schéma Départemental des Services Publics.

Nous attendons de savoir comment les choses vont se mettre en place sur la concertation de proximité. Vous le voyez comme moi, quand dans une ville il y a des services publics ce n’est pas la même chose ! C’est pourquoi nous comptons bien regarder cette question de très près mais aussi travailler avec vous à ce projet.

Améliorer les services publics (efficacité, pertinence…) et réconcilier les citoyens avec la politique (vie publique, choix collectifs…) est une nécessité et doit devenir le fil conducteur de nos actions.

De la même manière la mise en place de la Métropole aura des conséquences sur les populations, les territoires. A peine cette décision était-elle prise que Martine Vassal Présidente du Conseil Départemental déclarait : « *Il devrait y avoir  un rapprochement entre la métropole et le Département mais je suis bien incapable de dire quand* », et d’ajouter « *C'est une bonne chose de réduire le nombre de strates qui séparent les citoyens des institutions* ». Rien d’étonnant qu’il y ait autant de vice-présidents au département et à la Métropole !

En ce qui nous concerne nous sommes fermement opposés à l’idée que le Département puisse disparaître, pas parce que nous voudrions garder nos postes. Mais parce que, comme nous l’avons posé, depuis le début des débats sur la Métropole, les réponses et les moyens découlant de la Métropole, telle qu’elle est mise en place, ne sont pas conformes aux besoins de nos territoires. Elle est tout entière tournée vers la concurrence territoriale, la contraction budgétaire de l’action publique, l’appel au privé et sa logique de rentabilité, la présidentialisation des décisions.

Notre département a besoin de plus de coopération pour que les besoins des habitants soient entendus et satisfaits et que des décisions soient prises.

*Seul le prononcé fait foi.*